



Minister for
International Trade

Ministre du
Commerce extérieur

STATEMENT DISCOURS

86/71

Notes pour une allocution de
l'honorable Pat Carney,
ministre du Commerce extérieur,
au Séminaire de la Keidanren

TOKYO, JAPON

Le 25 novembre 1986

Canada

Monsieur Kanao, Mesdames et Messieurs. C'est pour moi un honneur que de m'adresser à ce distingué groupe de leaders du monde des affaires.

Monsieur Kanao, il m'a fait plaisir de vous accueillir ainsi que les membres de votre mission au Canada le mois dernier. Le ton positif de votre rapport d'aujourd'hui confirme les observations que vous faisiez à la conférence de presse donnée à Ottawa à la fin de votre visite.

Vous disiez alors que la mission avait découvert un "nouveau Canada", que vous aviez découvert un "Investissement Canada" favorisant les nouveaux investissements, et que vous aviez observé un nouvel esprit de réconciliation nationale et un meilleur climat de travail.

Vous disiez que le Canada devrait maintenir son rôle traditionnel de grand fournisseur de ressources naturelles au Japon. Mais vous mentionniez clairement que le Japon doit s'adapter à ce nouveau Canada en accroissant ses importations d'articles manufacturés canadiens et en recherchant des possibilités de coentreprises ainsi que de transfert de technologies et de capitaux, surtout dans le secteur manufacturier.

C'est là un solide fondement sur lequel nous pouvons construire une relation économique bilatérale élargie.

Le Premier ministre Mulroney m'a priée de vous dire à quel point il apprécie vos efforts, Monsieur Kanao, et ceux de la Keidanren. Le Premier ministre est fermement engagé à développer pleinement la relation Canada-Japon. Il m'a demandé de diriger le plus tôt possible une mission au Japon dans le prolongement des conclusions encourageantes de votre mission.

L'énoncé des priorités de notre gouvernement à l'ouverture de la dernière session du Parlement soulignait l'importance du Japon. Subséquemment, mes collègues du Cabinet et moi-même avons adopté une stratégie visant à fournir un leadership et une coordination alors que les gouvernements, les milieux d'affaires et le monde syndical se concentrent sur le Japon:

Notre plan d'action suppose:

- des contacts politiques plus étroits aux niveaux gouvernemental et parlementaire pour explorer nos intérêts communs dans des domaines aussi divers que la

sécurité régionale, la stabilité économique et la paix mondiale;

- la stimulation de mouvements commerciaux élargis et équitables;
- la reconnaissance du Canada comme un pays où les Japonais aiment investir;
- l'élargissement de l'activité du marché financier;
- la stimulation de l'acquisition et du développement de la technologie ainsi que de la coopération industrielle;
- l'utilisation du processus des NCM pour obtenir une plus grande libéralisation du commerce; et
- la promotion du tourisme.

Les constatations de votre mission économique indiqueront aux hommes d'affaires japonais que l'orientation économique du Canada a subi des changements notables depuis la visite, en 1976, de la mission économique dirigée par votre prédécesseur, M. Makita.

Nous avons aujourd'hui au Canada une politique gouvernementale d'encouragement et de stimulation de l'investissement étranger réduisant au minimum la réglementation. Depuis que l'Agence d'examen de l'investissement étranger a été abolie et remplacée par Investissement Canada, notre pays intéresse de plus en plus les investisseurs. Les investissements directs, qui atteignaient 3,1 milliards \$ en 1985, ont doublé au cours des six premiers mois de 1986. Les États-Unis sont la principale source d'investissements directs au Canada, suivis du Royaume-Uni, de l'Allemagne de l'Ouest et des Pays-Bas.

Qu'en est-il du Japon?

L'investissement japonais augmente, particulièrement dans le secteur automobile, mais nous ne disposons pas encore de statistiques à cet égard. L'investissement japonais direct au Canada est évalué à seulement 2 milliards \$. Les projets d'investissement que les fabricants japonais d'automobiles et de pièces ont entrepris ou annoncés devraient ajouter un autre milliard. Mais il est nettement possible de faire mieux.

On remarque aujourd'hui au Canada un solide esprit de coopération entre le fédéral et les gouvernements provinciaux afin d'encourager les nouveaux investissements. Je suis persuadée que M. Kanao et les membres de sa mission l'ont remarqué lorsqu'ils ont rencontré les premiers ministres de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, de l'Ontario et du Québec.

Le Canada d'aujourd'hui est doté d'une économie dynamique caractérisée par une performance commerciale qui a progressé d'en moyenne 17 % par année entre 1983 et 1985. La part canadienne du marché mondial a atteint 4,4 % en 1984 et 4,8 % l'année suivante.

Nous affichons aujourd'hui au Canada un taux de productivité qui n'a cessé d'augmenter après la récession du début des années 80, et un coût unitaire de main-d'oeuvre qui se compare très favorablement à celui des États-Unis. Tous les principaux indicateurs de la compétitivité nous placent actuellement dans le peloton de tête des pays de l'OCDE. Ce seul fait est déjà un attrait pour les investisseurs.

Nombre de sociétés japonaises investissent depuis longtemps dans nos industries à base de ressources. Les investissements dans le secteur automobile ont frayé la voie aux investissements japonais directs dans le secteur manufacturier canadien. Des sociétés japonaises produisent au Canada des composants pour téléviseurs couleurs, des disques souples et du matériel électrique, y compris des capaciteurs céramiques. Nous aimerions que ces investissements se multiplient.

Nous disposons aujourd'hui au Canada d'une main-d'oeuvre hautement qualifiée et compétitive. Nous avons un bassin de plus en plus important de scientifiques, d'ingénieurs et de technologues. Notre main-d'oeuvre est stable. La situation en ce qui concerne les arrêts de travail et leur durée moyenne se compare avantageusement à celle qui règne aux États-Unis. Nos travailleurs sont compétitifs -- en dollars canadiens, le salaire horaire moyen dans le secteur manufacturier en août 1985 était de 11,60 \$ en Ontario, comparativement à 17,00 \$ au Michigan et à 15,30 \$ en Ohio.

Au Canada d'aujourd'hui, les gens d'affaires sont de plus en plus conscients du rôle important que joue et jouera le Japon dans notre économie et notre prospérité. Au cours des cinq premiers mois de 1986, nous avons organisé au pays une série de colloques afin de faire connaître les

technologies offertes par le Japon dans des secteurs comme ceux des nouvelles matières industrielles, des techniques de fabrication de pointe, des pièces automobiles, des industries de l'espace, de la biotechnologie et de la micro-électronique. Mille cent gens d'affaires canadiens ont participé à ces séminaires pour s'enrichir de l'expérience des quelque cent entreprises canadiennes qui ont participé directement aux missions technologiques envoyées au Japon.

Toutefois, le fait que le Canada n'ait attiré qu'environ 2,1 % de l'investissement japonais direct outre-mer, comparativement à 32 % pour les États-Unis, ne laisse pas de nous inquiéter. Le marché canadien pour les produits japonais est en expansion -- les exportations japonaises au Canada ont augmenté de 30 % pendant les six premiers mois de 1986. Les facteurs qui incitent les compagnies d'assurance japonaises à investir fortement dans les valeurs canadiennes et qui poussent beaucoup plus les sociétés américaines à investir au Canada justifieraient également une présence renforcée du Japon sous forme d'investissements productifs au Canada. Il y va de l'intérêt de nos deux pays.

Je n'irai pas par quatre chemins. Lorsque vous songez à investir en Amérique du Nord, je vous invite fortement à songer au Canada.

Étant donné l'importance de notre relation bilatérale, on voit nettement la nécessité d'une bonne compréhension mutuelle. C'est également une question qui a été abordée par M. Kanao à sa conférence de presse d'Ottawa. Il a suggéré un échange de visites de gens d'affaires au niveau des cadres intermédiaires. Il avait alors promis que la Keidanren appuierait ce processus.

J'ai le plaisir de vous annoncer aujourd'hui que nous avons débloqué des fonds pour faciliter les visites de cadres intermédiaires du milieu des affaires. J'ai demandé à notre ambassade de faire diligence et de régler cette question avec les autorités japonaises afin qu'un programme soit rapidement mis sur pied.

Un groupe de Canadiens éminents m'a accompagnée au Japon. Mon collègue Bill Kempling, un vétéran de la Chambre des communes, a une longue expérience des affaires et préside l'Association parlementaire Canada-Japon.

Parce que le charbon et le bois-d'oeuvre sont parmi nos principales exportations de ressources au Japon, je me suis fait accompagner de deux leaders de ces industries: ce sont M. Giacomo Capobianco, vice-président